



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté n°22-025-JS

Secrétariat général
Service de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de la concertation publique

- ARRETE -

abrogeant l'arrêté du 12 juillet 2019
imposant à la S.A.S. Mulann Industries la constitution de garanties financières
pour la mise en sécurité en cas d'arrêt définitif
de son installation située à Avranches

LE PREFET DE LA MANCHE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 516-1, R. 516-1 et suivants ;
- Vu** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté n° 06-611-IC du 8 juin 2006 actualisant l'autorisation d'exploiter une unité de fabrication de bandes magnétiques par la SAS Pyral à Avranches ;
- Vu** l'arrêté complémentaire n°19-136-GH du 12 juillet 2019 imposant à la S.A.S. Mulann Industries la constitution de garanties financières pour la mise en sécurité en cas d'arrêt définitif de son installation située à Avranches ;
- Vu** le courrier de la société RTM Industries SAS en date du 16 septembre 2021 informant du changement d'exploitant du site industriel sis 53 rue Division Leclerc à Avranches à son bénéfice à compter du 1er avril 2021 ;
- Vu** le récépissé de changement d'exploitant en date de ce jour ;
- Vu** le courrier de la société SELARL XAVIER LEMEE, liquidateur judiciaire de la SAS Mulann Industries, en date du 26 janvier 2022, demandant l'abrogation de l'arrêté préfectoral imposant à la SAS Mulann Industries la constitution de garanties financières pour la mise en sécurité en cas d'arrêt définitif de son installation ;



Considérant ce qui suit :

- que la SAS Mulann Industries a cédé l'exploitation de l'unité de fabrication de bandes magnétiques qu'elle exploitait à Avranches au bénéfice de la société RTM Industries SAS à compter du 1er avril 2021 ;
- que la SAS Mulann Industries a été placée en liquidation judiciaire par jugement du 6 avril 2021 ;
- que la société SELARL Xavier LEMEE a été désignée en qualité de liquidateur judiciaire par le même jugement ;
- que la SAS Mulann Industries n'est plus soumise, par conséquent, à l'obligation de mise en sécurité de son site ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 : L'arrêté n°196136-GH du 12 juillet 2019 imposant à la SAS Mulann Industries la constitution de garanties financières pour la mise en sécurité en cas d'arrêt définitif de son installation située à Avranches est abrogé.

Article 2 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de CAEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration et R. 421-1 du code de justice administrative).

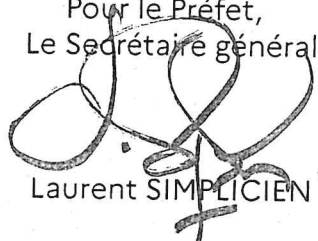
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérécourse citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 3 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au liquidateur judiciaire.

Saint-Lô, le **09 FEV. 2022**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire général,



Laurent SIMPLICIEN